

**Convention relative à la gestion, l'entretien et la surveillance du
domaine public routier départemental
sur le territoire de la commune de BOUXWILLER**

N°

Entre

Le Département du Bas-Rhin, représenté par M. BIERRY Frédéric, Président du Conseil Départemental, autorisé par délibération de la commission permanente du

et

La commune de BOUXWILLER, représentée par Alain JANUS, Maire, autorisé par délibération du conseil municipal en date du... ci-après dénommée "la commune".

vu la permission de voirie « BOUX10-2016 » du 16/12/2016 autorisant les travaux d'aménagement d'une piste cyclable entre le giratoire RD133/17 et la piste cyclable après l'équipement « Hanautic »

Préambule

Il est apparu nécessaire d'organiser les interventions sur le domaine public départemental tant en agglomération qu'hors agglomération, conformément aux principes d'intervention appliqués par le Département et notamment le Schéma Routier Départemental, le Document d'Organisation de la Viabilité Hivernale, le Schéma Directeur de la Signalisation Directionnelle.

Aussi, vu les dispositions de l'article L. 3221-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui prévoient que le Président du Conseil Général gère le domaine du Département et à ce titre, il exerce les pouvoirs de police afférents à cette gestion, et notamment en matière de circulation ;

Vu les dispositions de l'article L 2542-3 du Code Général des Collectivités Territoriales applicables en Alsace Moselle, notamment l'article L2542-3, qui prévoit que le maire dispose des pouvoirs de police, en matière de propreté, salubrité, sûreté et tranquillité dans les rues ;

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de gestion, d'entretien et de surveillance des ouvrages, équipements et aménagements, situés sur le domaine public routier départemental, autres que celles définies par les textes en vigueur, sauf dispositions contraires susceptibles d'être définies par des actes spécifiques tels que notamment arrêtés de police, autorisations de voirie...

Article 2 : Localisation

Les ouvrages, équipements et aménagements concernés sont situés hors agglomération du PR 14+0320 au PR 14+0340. Il s'agit de la création de l'itinéraire piétons / cyclistes construit sur l'emprise du domaine public routier départemental, en traversée de giratoire et dépendance côté droit de la RD133, sur le territoire de la commune de BOUXWILLER, autorisés par permission de voirie en date du 16/12/2016.

Article 3 : Engagements du Département

Le Département assure la gestion, l'entretien et la surveillance des ouvrages, équipements et aménagements suivants :

- Chaussée :
 - structure de chaussée et couche de roulement sur RD
- Ouvrages d'art :
 - ensemble de l'ouvrage fonctionnel, sauf éléments décoratifs rapportés autorisés par permission de voirie
- Equipements divers et équipements légers de superstructures :
 - signalisation verticale directionnelle prévue au schéma directeur départemental
 - signalisation de police liée à la compétence départementale
 - signalisation de jalonnement.

Le Département s'engage, pendant toute la durée de la convention, à inscrire au budget les sommes nécessaires à cet effet.

Article 4 : Engagements de la commune

La commune s'engage :

- à réaliser, financer les aménagements de voirie selon le projet joint et à en assurer l'entretien,
- à réaliser, financer l'engazonnement des accotements situés de part et d'autre du nouveau cheminement et à assurer l'entretien (fauchage) de l'accotement droit de la voie piétons / cyclistes,
- à assurer la mise en place, le financement et l'entretien de la signalisation horizontale et verticale liée à la voie piétons / cyclistes,
- à assurer la viabilité hivernale de la voie nouvelle.

La commune s'engage pendant toute la durée de la convention à assurer la gestion, l'entretien courant et la surveillance des ouvrages, équipements et aménagements relevant du nouvel aménagement.

En ce qui concerne l'obligation de surveillance imposée par les règlements et normes en vigueur, la commune s'engage à transmettre en temps utile au département tout document permettant d'attester de la réalisation de celle-ci.

La commune s'engage, pendant toute la durée de la convention, à inscrire au budget les sommes nécessaires à cet effet.

Article 5 : Engagement de l'EPCI

Sans objet

Article 6 : Responsabilité – Recours

La responsabilité de la Commune, ainsi que celle de tiers exécutant les travaux d'entretien pour son compte pouvant être recherchée quant aux dommages résultant des obligations qu'ils assument en vertu de l'article 4, la collectivité s'engage, à cet effet, à s'assurer pour couvrir ces risques.

En cas de dysfonctionnement susceptible de mettre en danger les usagers de la voie départementale, lié à la non-exécution des dispositions de l'article 4 ci-dessus, le département se réserve la possibilité de mettre en demeure la commune de remplir ses obligations.

En cas de danger grave et imminent, le département se réserve le droit aux frais de la collectivité concernée de déposer ou de mettre en sécurité l'ouvrage, l'équipement ou l'aménagement présentant un risque pour les usagers ou les riverains de la voie départementale.

Article 7 : Entrée en vigueur - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 10 ans. A l'issue de cette période, elle est renouvelée annuellement par tacite reconduction, à la date anniversaire.

Elle prendra effet :

- à la date de sa signature par le Président du Conseil Départemental
- sauf dans les hypothèses d'installations, équipements ou aménagement soumis à permission de voirie : la date d'effet sera alors celle de la réception des travaux.

Article 8 : Résiliation

La résiliation interviendra :

- de plein droit par le Département, et sans indemnités en cas d'inexécution de la mise en demeure restée sans suite dans un délai de 3 mois à compter de la date de ladite mise en demeure ;
- sur demande de l'une ou l'autre des parties : chaque partie se réserve le droit de dénoncer la présente convention, à tout moment, et d'en avertir l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de 6 mois, avant l'effet de la résiliation ;
- d'office en cas de changement de domanialité de la voie ;

En cas de résiliation, et si nécessaire, le Département se réserve le droit d'exiger la remise en état des lieux, aux frais de la commune.

Toutefois, si la remise en état ne s'avère pas nécessaire, les installations, équipement, ou ouvrages mis en place demeurent, en tout état de cause, incorporés dans le domaine public routier départemental.

Article 9 : Transfert de compétences

Lorsque la commune dont le territoire est concerné par la présente convention est membre d'un EPCI, la commune et l'EPCI s'engagent à informer le Département de toute modification dans le transfert des compétences en matière de voirie.

Article 10 : Nombre d'exemplaires de la convention

La présente convention est rédigée en 2 exemplaires originaux remis respectivement à la commune et au département.

A BOUXWILLER

Le 20 AVR. 2020

Pour la commune de
BOUXWILLER

A Strasbourg

Le

Pour le Département du Bas-Rhin



Le Maire,

Pour le Maire
l'Adjoint délégué :

Alain JANUS

Le Président du Conseil Départemental

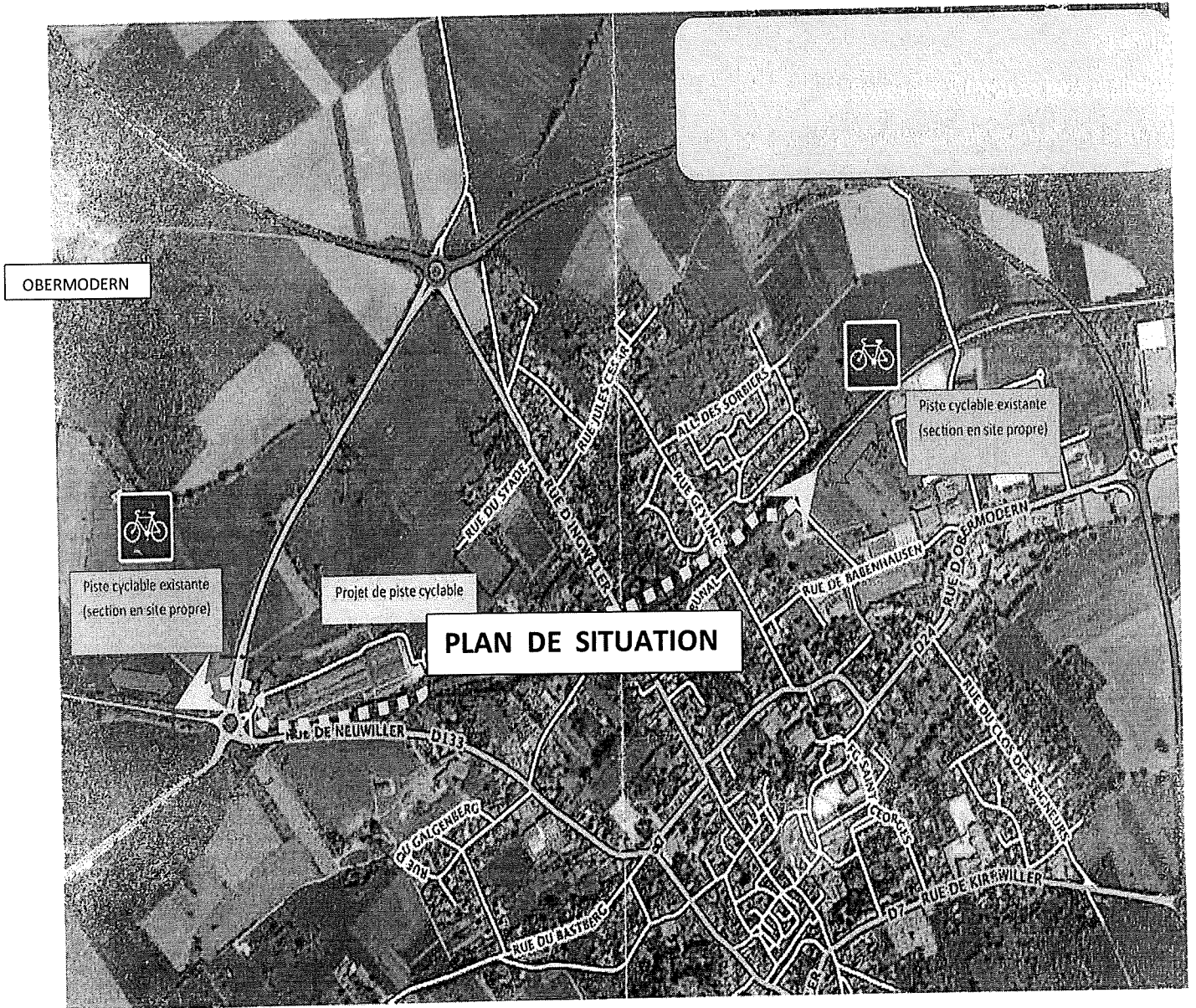
Frédéric BIERRY

ANNEXE 1

DESCRIPTION DES OUVRAGES ET EQUIPEMENTS
dont la gestion, l'entretien et la surveillance incombent à la commune et au CD

Ouvrages et équipements	Type	Commune*	CD*
<p>• Aménagements de voirie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accotements - Zones de chaussée RD - Trottoirs itinéraire piétons / cyclistes en périphérie et aux abords du carrefour giratoire liés à l'IC et aux traversées - Signalisation directionnelle et de police - Signalisation de jalonnement de l'IC22 	<p>Non revêtus</p> <p>Revêtus</p>	<p>X</p>	<p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p>
<p>• Equipements spéciaux :</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Signalisation liée à la voie piétons/cyclistes - Mobilier urbain et éléments décoratifs 	<p>X</p> <p>X</p>	
<p>• Plantations – aménagements paysagers :</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Arbres - Massifs arbustifs - Surfaces végétalisées côté droit de la voie nouvelle 	<p>X</p> <p>X</p> <p>X</p>	

* mettre une croix pour les ouvrages et équipements de la compétence de la collectivité



ANNEXE 2

PLAN DE L'AMENAGEMENT

PLANCHE 1

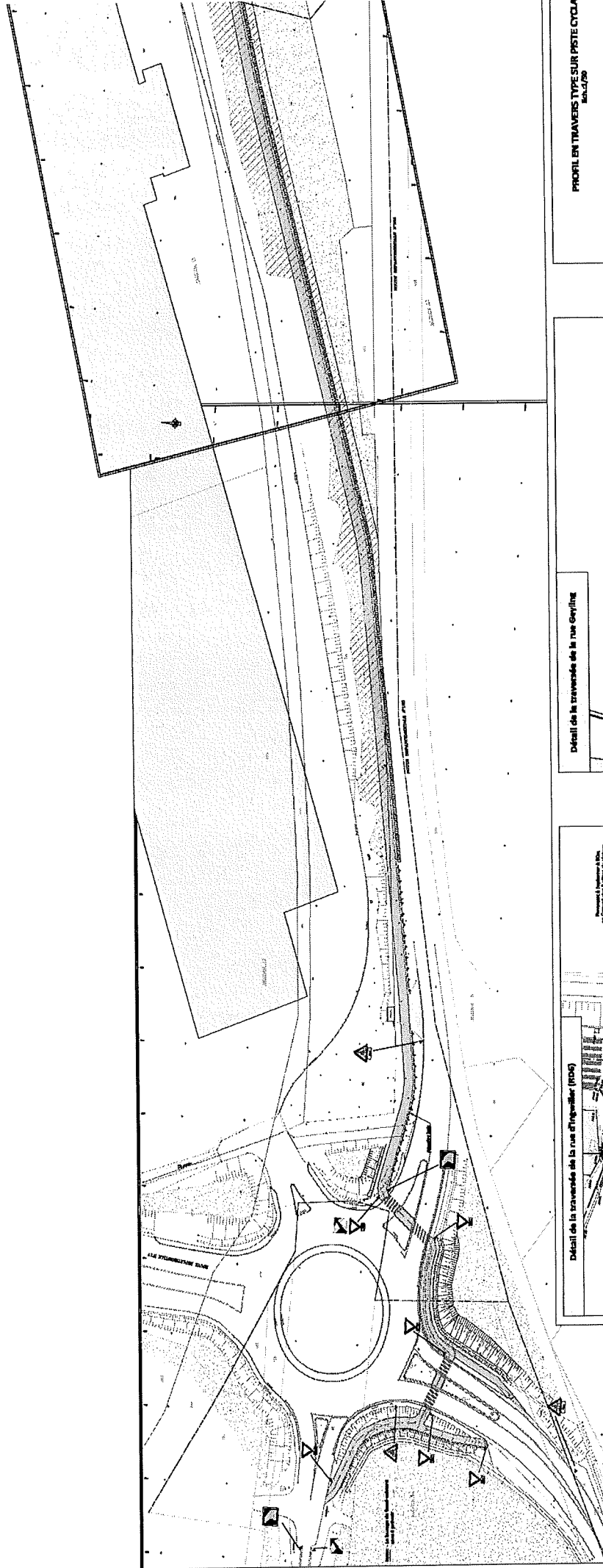
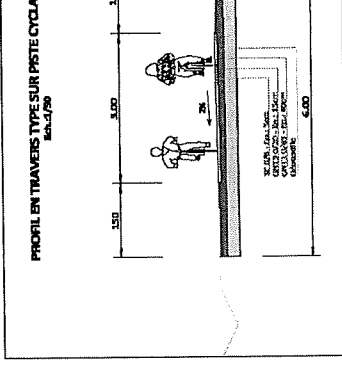
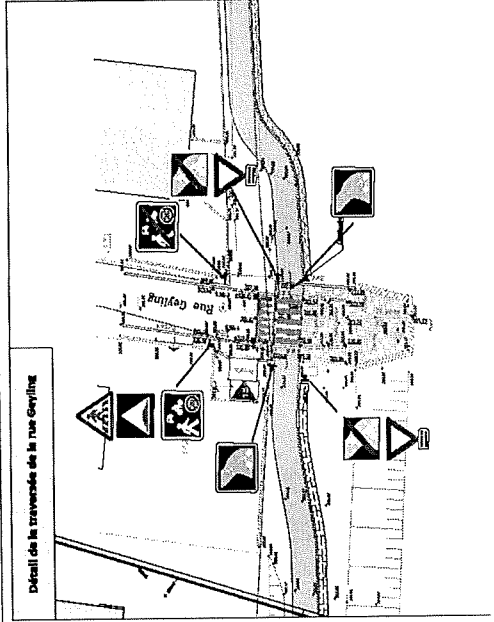
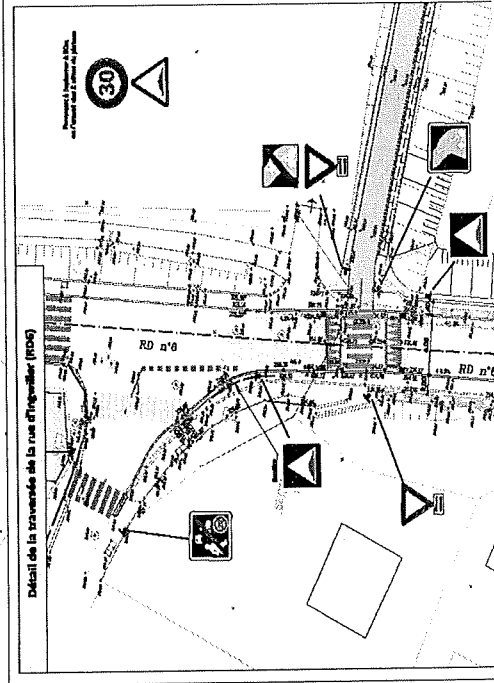


PLANCHE 2



Legende :

[Stippled pattern]	Voie en sable
[Hatched pattern]	Piste cyclable enrobée
[Dotted pattern]	Piste cyclable peinte en asphalt

**Convention relative à la gestion, l'entretien et la surveillance
du domaine public routier départemental
sur le territoire de la commune de ROTT**

N°

- Vu les dispositions de l'article L. 3221-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui prévoient que le Président du Conseil Départemental gère le domaine du Département et qu'à ce titre, il exerce les pouvoirs de police afférents à cette gestion, et notamment en matière de circulation ;
- Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales applicables en Alsace Moselle, notamment l'article L2542-3, qui prévoit que le maire dispose des pouvoirs de police, en matière de propreté, salubrité, sûreté et tranquillité dans les rues ;

Entre les soussignés :

- Le Département du Bas-Rhin, représenté par M. Frédéric BIERRY, Président du Conseil Départemental, autorisé par délibération de la commission permanente du
- La commune de ROTT représentée par Mme. Brigitte CONUECAR, Maire, autorisé par délibération du conseil municipal en date du

Préambule

Il est apparu nécessaire d'organiser les interventions sur le domaine public départemental, tant en dedans qu'en dehors de l'agglomération. Et cela conformément aux principes d'intervention appliqués par le Département, notamment par le Schéma Routier Départemental, le Document d'Organisation de la Viabilité Hivernale et le Schéma Directeur de la Signalisation Directionnelle.

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de gestion, d'entretien et de surveillance des ouvrages, équipements et aménagements, situés sur le domaine public routier départemental, autres que celles définies par les textes en vigueur, sauf dispositions contraires susceptibles d'être définies par des actes spécifiques tels que notamment arrêtés de police, autorisations de voirie.

Article 2 : Localisation

Les ouvrages, équipements et aménagements concernés sont situés :

1. En agglomération

- entre les limites d'agglomération définies par arrêté du maire, matérialisées par les panneaux d'agglomération (EB 10 et EB20), et situés sur l'emprise du domaine public routier départemental (chaussées et dépendances) des RD n°3, 77 et 240.

2. Hors agglomération

Sans Objet.

Article 3 : Engagements du Département

Le Département assure la gestion, l'entretien et la surveillance des ouvrages, équipements et aménagements suivants :

- Chaussée entre caniveaux, hors zones de chaussée particulières visées à l'annexe 1 :
 - structure de chaussée et couche de roulement.
- Ouvrages d'art :
 - ensemble de l'ouvrage fonctionnel, sauf éléments décoratifs rapportés et autorisés par permission de voirie.
- Equipements légers de superstructures :
 - signalisation verticale directionnelle prévue au schéma directeur départemental,
 - signalisation de police liée à la compétence départementale.
- Viabilité hivernale, sur chaussée entre caniveaux, avec le même niveau de service que l'itinéraire concerné tel que défini chaque année dans le Document d'Organisation de la Viabilité Hivernale.

Le Département s'engage, pendant toute la durée de la convention, à inscrire au budget les sommes nécessaires à cet effet.

Article 4 : Engagements de la commune

La commune assure, dans la limite de ses compétences :

- le nettoyage de la chaussée,
- l'entretien des bordures, caniveaux et dispositifs d'évacuation des eaux pluviales et fossés,
- la mise en place et l'entretien de la signalisation horizontale,
- l'entretien des dépendances et espaces verts engazonnés ou plantés,
- la viabilité hivernale hors chaussée et en complément des interventions sur chaussée du département,
- l'entretien courant, les grosses réparations, les remplacements éventuels et les charges de fonctionnement des installations d'éclairage public,
- l'entretien courant, les grosses réparations, les remplacements éventuels et les charges de fonctionnement du mobilier urbain situé sur l'emprise du domaine public routier départemental,

- l'entretien courant, les grosses réparations, les remplacements éventuels et les charges de fonctionnement de la signalisation directionnelle et de police non assuré par le Département,
- les zones de chaussées particulières, telles que pavés, plateaux, revêtements autres que bétons bitumineux.

La commune s'engage à assurer la gestion, l'entretien courant et la surveillance des ouvrages, équipements et aménagements relevant de sa compétence et visés à l'annexe 1.

En ce qui concerne l'obligation de surveillance imposée par les règlements et normes en vigueur, la commune s'engage à transmettre en temps utile au département tout document permettant d'attester de la réalisation de celle-ci.

La commune s'engage, pendant toute la durée de la convention, à inscrire au budget les sommes nécessaires à cet effet.

Article 5 : Engagement de l'EPCI

Sans objet

Article 6 : Responsabilité – Recours

La responsabilité de la commune, ainsi que celle de tiers exécutant les travaux d'entretien pour son compte pouvant être recherchée quant aux dommages résultant des obligations qu'ils assument en vertu de l'article 4, la collectivité s'engage, à cet effet, à s'assurer pour couvrir ces risques.

En cas de dysfonctionnement susceptible de mettre en danger les usagers de la voie départementale, lié à la non-exécution des dispositions de l'article 4 ci-dessus, le département se réserve la possibilité de mettre en demeure la commune de remplir ses obligations.

En cas de danger grave et imminent, le département se réserve le droit aux frais de la collectivité concernée de déposer ou de mettre en sécurité l'ouvrage, l'équipement ou l'aménagement présentant un risque pour les usagers ou les riverains de la voie départementale.

Article 7 : Entrée en vigueur - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 10 ans. A l'issue de cette période, elle est renouvelée annuellement par tacite reconduction, à la date anniversaire.

Elle prendra effet :

- à la date de sa signature par le Président du Conseil Départemental,
- sauf dans les hypothèses d'installations, équipements ou aménagement soumis à permission de voirie : la date d'effet sera alors celle de la réception des travaux.

Article 8 : Résiliation

La résiliation interviendra :

- de plein droit par le Département, et sans indemnités en cas d'inexécution de la mise en demeure restée sans suite dans un délai de 3 mois à compter de la date de ladite mise en demeure ;
- sur demande de l'une ou l'autre des parties : chaque partie se réserve le droit de dénoncer la présente convention, à tout moment, et d'en avertir l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de 6 mois, avant l'effet de la résiliation ;
- d'office en cas de changement de domanialité de la voie ;

En cas de résiliation, et si nécessaire, le Département se réserve le droit d'exiger la remise en état des lieux, aux frais de la commune.

Toutefois, si la remise en état ne s'avère pas nécessaire, les installations, équipement, ou ouvrages mis en place demeurent, en tout état de cause, incorporés dans le domaine public routier départemental.

Article 9 : Transfert de compétences

Lorsque la commune dont le territoire est concerné par la présente convention est membre d'un EPCI, la commune et l'EPCI s'engagent à informer le Département de toute modification dans le transfert des compétences en matière de voirie.

Article 10 : Nombre d'exemplaires de la convention

La présente convention est rédigée en 2 exemplaires originaux remis respectivement à la commune et au département.

A Rott

Le 03/03/2020

Pour la commune de Rott

Le Maire



Brigitte CONUECAR



A Strasbourg

Le

Pour le Département du Bas-Rhin

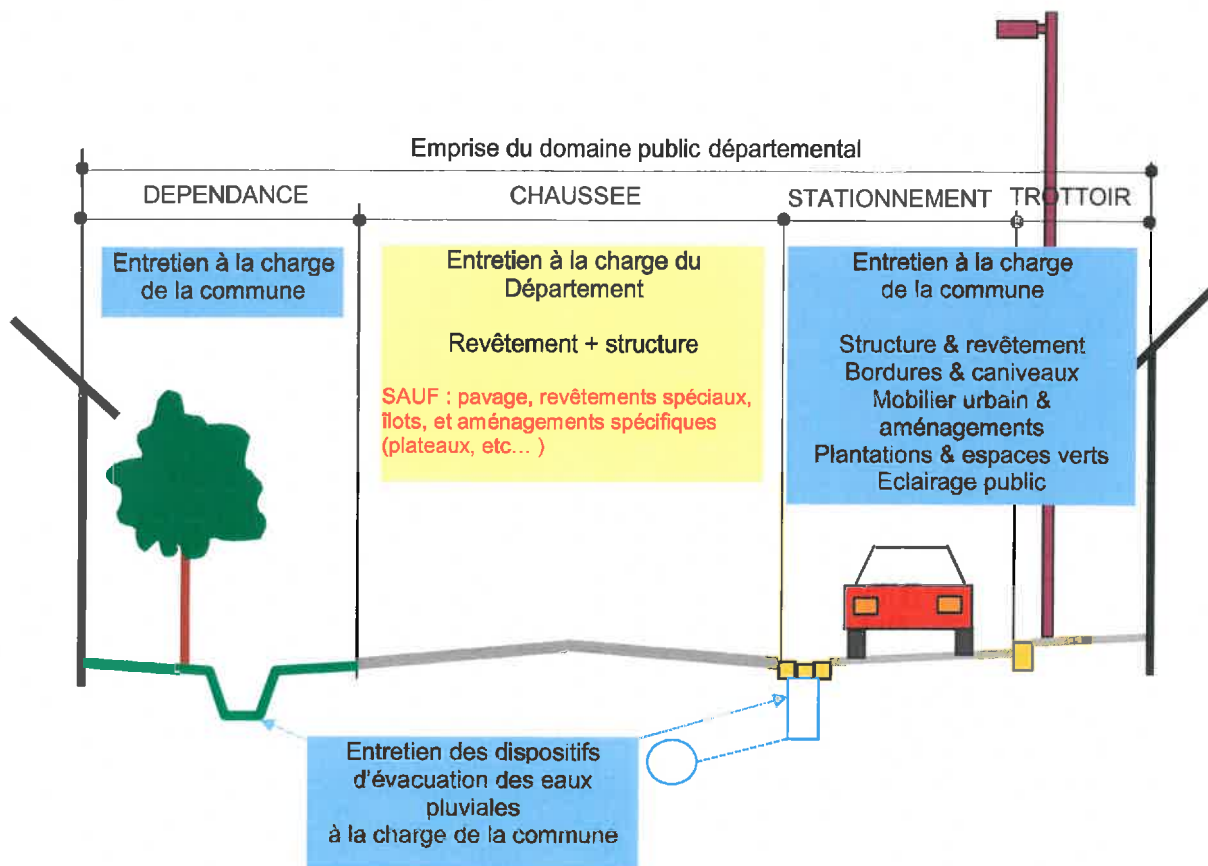
Le Président du Conseil Départemental

Frédéric BIERRY

ANNEXE 1 - DESCRIPTION DES OUVRAGES ET EQUIPEMENTS

dont la gestion, l'entretien et la surveillance incombent à la commune ou l'EPCI

Ouvrages et équipements	Type	Commune
<ul style="list-style-type: none"> • Aménagements de voirie - Trottoirs et dépendances - Zones de chaussée particulières - Îlots sur chaussée, y compris ceux situés en entrée d'agglomération - Éléments architecturaux particuliers 	<ul style="list-style-type: none"> Bordures, caniveaux, assainissement pluvial Pavés, zone surélevée, asphalte ou revêtements spéciaux Bordures, caniveaux et pavages Fontaines 	<ul style="list-style-type: none"> X X X X
<ul style="list-style-type: none"> • Équipements, y compris les éléments souterrains ou aériens 	<ul style="list-style-type: none"> - Eclairage public - Mobilier urbain - Feux tricolores - Signalisation de police ou directionnelle locale 	<ul style="list-style-type: none"> X X X X
<ul style="list-style-type: none"> • Plantations et aménagements paysagers 	<ul style="list-style-type: none"> - Arbres - Massifs arbustifs - Surfaces végétalisées - Accotements enherbés 	<ul style="list-style-type: none"> X X X X



**Convention relative à la gestion, l'entretien et la surveillance
du domaine public routier départemental
sur le territoire de la commune de HATTEN**

N°

- Vu les dispositions de l'article L. 3221-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui prévoient que le Président du Conseil Départemental gère le domaine du Département et qu'à ce titre, il exerce les pouvoirs de police afférents à cette gestion, et notamment en matière de circulation ;
- Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales applicables en Alsace Moselle, notamment l'article L2542-3, qui prévoit que le maire dispose des pouvoirs de police, en matière de propreté, salubrité, sûreté et tranquillité dans les rues ;

Entre les soussignés :

- Le Département du Bas-Rhin, représenté par M. Frédéric BIERRY, Président du Conseil Départemental, autorisé par délibération de la commission permanente du
- La commune de HATTEN représentée par M. Serge KRAEMER, Maire, autorisé par délibération du conseil municipal en date du

Préambule

Il est apparu nécessaire d'organiser les interventions sur le domaine public départemental, tant en dedans qu'en dehors de l'agglomération. Et cela conformément aux principes d'intervention appliqués par le Département, notamment par le Schéma Routier Départemental, le Document d'Organisation de la Viabilité Hivernale et le Schéma Directeur de la Signalisation Directionnelle.

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de gestion, d'entretien et de surveillance des ouvrages, équipements et aménagements, situés sur le domaine public routier départemental, autres que celles définies par les textes en vigueur, sauf dispositions contraires susceptibles d'être définies par des actes spécifiques tels que notamment arrêtés de police, autorisations de voirie.

Article 2 : Localisation

Les ouvrages, équipements et aménagements concernés sont situés :

1. En agglomération

- entre les limites d'agglomération définies par arrêté du maire, matérialisées par les panneaux d'agglomération (EB 10 et EB20), et situés sur l'emprise du domaine public routier départemental (chaussées et dépendances) des RD n° 28, 104, 197 et 245.

2. Hors agglomération

Sans Objet.

Article 3 : Engagements du Département

Le Département assure la gestion, l'entretien et la surveillance des ouvrages, équipements et aménagements suivants :

- Chaussée entre caniveaux, hors zones de chaussée particulières visées à l'annexe 1 :
 - structure de chaussée et couche de roulement.
- Ouvrages d'art :
 - ensemble de l'ouvrage fonctionnel, sauf éléments décoratifs rapportés et autorisés par permission de voirie.
- Equipements légers de superstructures :
 - signalisation verticale directionnelle prévue au schéma directeur départemental,
 - signalisation de police liée à la compétence départementale.
- Viabilité hivernale, sur chaussée entre caniveaux, avec le même niveau de service que l'itinéraire concerné tel que défini chaque année dans le Document d'Organisation de la Viabilité Hivernale.

Le Département s'engage, pendant toute la durée de la convention, à inscrire au budget les sommes nécessaires à cet effet.

Article 4 : Engagements de la commune

La commune assure, dans la limite de ses compétences :

- le nettoyage de la chaussée,
- l'entretien des bordures, caniveaux et dispositifs d'évacuation des eaux pluviales et fossés,
- la mise en place et l'entretien de la signalisation horizontale,
- l'entretien des dépendances et espaces verts engazonnés ou plantés,
- la viabilité hivernale hors chaussée et en complément des interventions sur chaussée du département,
- l'entretien courant, les grosses réparations, les remplacements éventuels et les charges de fonctionnement des installations d'éclairage public,
- l'entretien courant, les grosses réparations, les remplacements éventuels et les charges de fonctionnement du mobilier urbain situé sur l'emprise du domaine public routier départemental,

- l'entretien courant, les grosses réparations, les remplacements éventuels et les charges de fonctionnement de la signalisation directionnelle et de police non assuré par le Département,
- les zones de chaussées particulières, telles que pavés, plateaux, revêtements autres que bétons bitumineux.

La commune s'engage à assurer la gestion, l'entretien courant et la surveillance des ouvrages, équipements et aménagements relevant de sa compétence et visés à l'annexe 1.

En ce qui concerne l'obligation de surveillance imposée par les règlements et normes en vigueur, la commune s'engage à transmettre en temps utile au département tout document permettant d'attester de la réalisation de celle-ci.

La commune s'engage, pendant toute la durée de la convention, à inscrire au budget les sommes nécessaires à cet effet.

Article 5 : Engagement de l'EPCI

Sans objet

Article 6 : Responsabilité – Recours

La responsabilité de la commune, ainsi que celle de tiers exécutant les travaux d'entretien pour son compte pouvant être recherchée quant aux dommages résultant des obligations qu'ils assument en vertu de l'article 4, la collectivité s'engage, à cet effet, à s'assurer pour couvrir ces risques.

En cas de dysfonctionnement susceptible de mettre en danger les usagers de la voie départementale, lié à la non-exécution des dispositions de l'article 4 ci-dessus, le département se réserve la possibilité de mettre en demeure la commune de remplir ses obligations.

En cas de danger grave et imminent, le département se réserve le droit aux frais de la collectivité concernée de déposer ou de mettre en sécurité l'ouvrage, l'équipement ou l'aménagement présentant un risque pour les usagers ou les riverains de la voie départementale.

Article 7 : Entrée en vigueur - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 10 ans. A l'issue de cette période, elle est renouvelée annuellement par tacite reconduction, à la date anniversaire.

Elle prendra effet :

- à la date de sa signature par le Président du Conseil Départemental,
- sauf dans les hypothèses d'installations, équipements ou aménagement soumis à permission de voirie : la date d'effet sera alors celle de la réception des travaux.

Article 8 : Résiliation

La résiliation interviendra :

- de plein droit par le Département, et sans indemnités en cas d'inexécution de la mise en demeure restée sans suite dans un délai de 3 mois à compter de la date de ladite mise en demeure ;
- sur demande de l'une ou l'autre des parties : chaque partie se réserve le droit de dénoncer la présente convention, à tout moment, et d'en avvertir l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de 6 mois, avant l'effet de la résiliation ;
- d'office en cas de changement de domanialité de la voie ;

En cas de résiliation, et si nécessaire, le Département se réserve le droit d'exiger la remise en état des lieux, aux frais de la commune.

Toutefois, si la remise en état ne s'avère pas nécessaire, les installations, équipement, ou ouvrages mis en place demeurent, en tout état de cause, incorporés dans le domaine public routier départemental.

Article 9 : Transfert de compétences

Lorsque la commune dont le territoire est concerné par la présente convention est membre d'un EPCI, la commune et l'EPCI s'engagent à informer le Département de toute modification dans le transfert des compétences en matière de voirie.

Article 10 : Nombre d'exemplaires de la convention

La présente convention est rédigée en 2 exemplaires originaux remis respectivement à la commune et au département.

A Hatten

Le 23/03/2020

Pour la commune de Hatten

Le Maire


Serge KRAEMER



A Strasbourg

Le

Pour le Département du Bas-Rhin

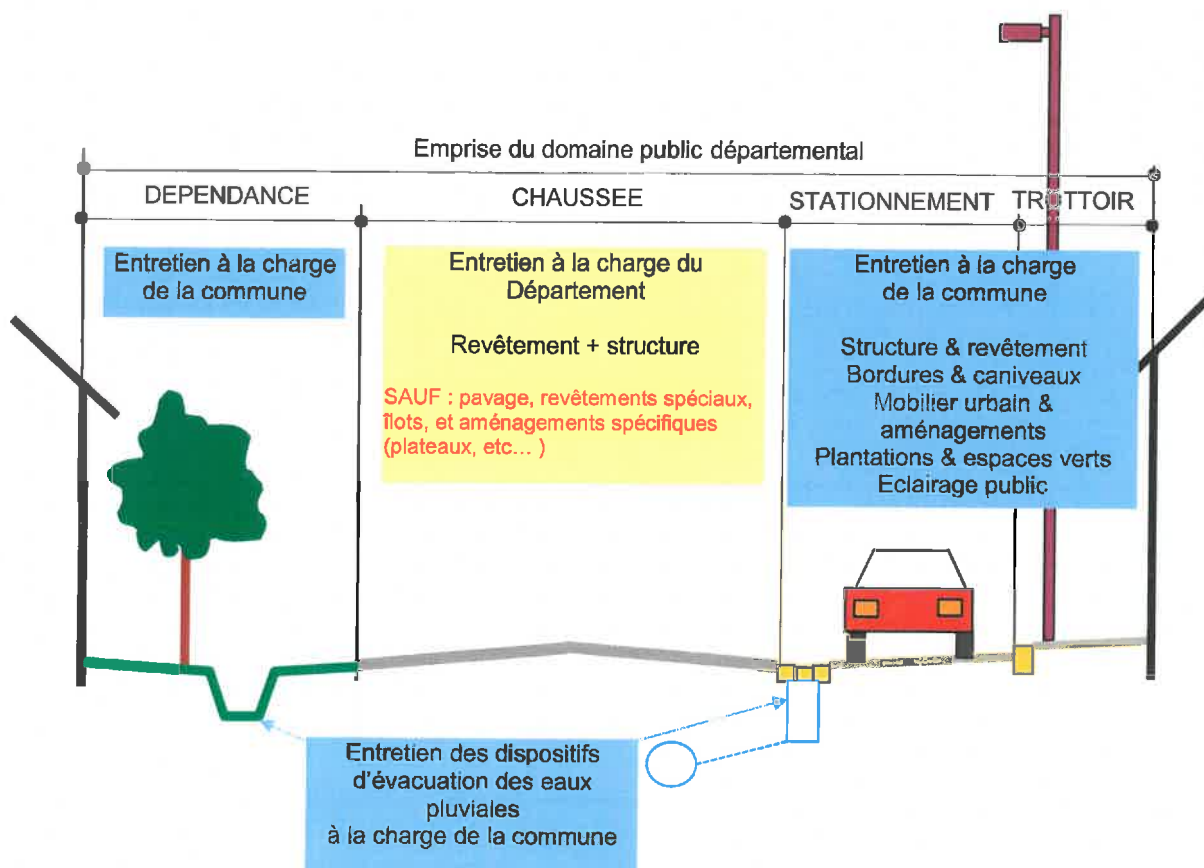
Le Président du Conseil Départemental

Frédéric BIERRY

ANNEXE 1 - DESCRIPTION DES OUVRAGES ET EQUIPEMENTS

dont la gestion, l'entretien et la surveillance incombent à la commune ou l'EPCI

Ouvrages et équipements	Type	Commune
<ul style="list-style-type: none"> • Aménagements de voirie - Trottoirs et dépendances - Zones de chaussée particulières - Îlots sur chaussée, y compris ceux situés en entrée d'agglomération - Éléments architecturaux particuliers 	<ul style="list-style-type: none"> Bordures, caniveaux, assainissement pluvial Pavés, zone surélevée, asphalte ou revêtements spéciaux Bordures, caniveaux et pavages Fontaines 	<ul style="list-style-type: none"> X X X X
<ul style="list-style-type: none"> • Équipements, y compris les éléments souterrains ou aériens 	<ul style="list-style-type: none"> - Eclairage public - Mobilier urbain - Feux tricolores - Signalisation de police ou directionnelle locale 	<ul style="list-style-type: none"> X X X X
<ul style="list-style-type: none"> • Plantations et aménagements paysagers 	<ul style="list-style-type: none"> - Arbres - Massifs arbustifs - Surfaces végétalisées - Accotements enherbés 	<ul style="list-style-type: none"> X X X X



**Convention relative à la gestion, l'entretien et la surveillance
du domaine public routier départemental
sur le territoire de la commune de MERKWILLER-PECHELBRONN
N°**

- Vu les dispositions de l'article L. 3221-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui prévoient que le Président du Conseil Départemental gère le domaine du Département et qu'à ce titre, il exerce les pouvoirs de police afférents à cette gestion, et notamment en matière de circulation ;
- Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales applicables en Alsace Moselle, notamment l'article L2542-3, qui prévoit que le maire dispose des pouvoirs de police, en matière de propreté, salubrité, sûreté et tranquillité dans les rues ;

Entre les soussignés :

- Le Département du Bas-Rhin, représenté par M. Frédéric BIERRY, Président du Conseil Départemental, autorisé par délibération de la commission permanente du
- La commune de MERKWILLER-PECHELBRONN représentée par M. Dominique SCHNEIDER, Maire, autorisé par délibération du conseil municipal en date du 03.13.20

Préambule

Il est apparu nécessaire d'organiser les interventions sur le domaine public départemental, tant en dedans qu'en dehors de l'agglomération. Et cela conformément aux principes d'intervention appliqués par le Département, notamment par le Schéma Routier Départemental, le Document d'Organisation de la Viabilité Hivernale et le Schéma Directeur de la Signalisation Directionnelle.

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de gestion, d'entretien et de surveillance des ouvrages, équipements et aménagements, situés sur le domaine public routier départemental, autres que celles définies par les textes en vigueur, sauf dispositions contraires susceptibles d'être définies par des actes spécifiques tels que notamment arrêtés de police, autorisations de voirie.

Article 2 : Localisation

Les ouvrages, équipements et aménagements concernés sont situés :

1. En agglomération

- entre les limites d'agglomération définies par arrêté du maire, matérialisées par les panneaux d'agglomération (EB 10 et EB20), et situés sur l'emprise du domaine public routier départemental (chaussées et dépendances) des RD n° 28, 114 et 314.

2. Hors agglomération

Sans Objet.

Article 3 : Engagements du Département

Le Département assure la gestion, l'entretien et la surveillance des ouvrages, équipements et aménagements suivants :

- Chaussée entre caniveaux, hors zones de chaussée particulières visées à l'annexe 1 :
 - structure de chaussée et couche de roulement.
- Ouvrages d'art :
 - ensemble de l'ouvrage fonctionnel, sauf éléments décoratifs rapportés et autorisés par permission de voirie.
- Equipements légers de superstructures :
 - signalisation verticale directionnelle prévue au schéma directeur départemental,
 - signalisation de police liée à la compétence départementale.
- Viabilité hivernale, sur chaussée entre caniveaux, avec le même niveau de service que l'itinéraire concerné tel que défini chaque année dans le Document d'Organisation de la Viabilité Hivernale.

Le Département s'engage, pendant toute la durée de la convention, à inscrire au budget les sommes nécessaires à cet effet.

Article 4 : Engagements de la commune

La commune assure, dans la limite de ses compétences :

- le nettoyage de la chaussée,
- l'entretien des bordures, caniveaux et dispositifs d'évacuation des eaux pluviales et fossés,
- la mise en place et l'entretien de la signalisation horizontale,
- l'entretien des dépendances et espaces verts engazonnés ou plantés,
- la viabilité hivernale hors chaussée et en complément des interventions sur chaussée du département,
- l'entretien courant, les grosses réparations, les remplacements éventuels et les charges de fonctionnement des installations d'éclairage public,
- l'entretien courant, les grosses réparations, les remplacements éventuels et les charges de fonctionnement du mobilier urbain situé sur l'emprise du domaine public routier départemental,

- l'entretien courant, les grosses réparations, les remplacements éventuels et les charges de fonctionnement de la signalisation directionnelle et de police non assuré par le Département,
- les zones de chaussées particulières, telles que pavés, plateaux, revêtements autres que bétons bitumineux.

La commune s'engage à assurer la gestion, l'entretien courant et la surveillance des ouvrages, équipements et aménagements relevant de sa compétence et visés à l'annexe 1.

En ce qui concerne l'obligation de surveillance imposée par les règlements et normes en vigueur, la commune s'engage à transmettre en temps utile au département tout document permettant d'attester de la réalisation de celle-ci.

La commune s'engage, pendant toute la durée de la convention, à inscrire au budget les sommes nécessaires à cet effet.

Article 5 : Engagement de l'EPCI

Sans objet

Article 6 : Responsabilité – Recours

La responsabilité de la commune, ainsi que celle de tiers exécutant les travaux d'entretien pour son compte pouvant être recherchée quant aux dommages résultant des obligations qu'ils assument en vertu de l'article 4, la collectivité s'engage, à cet effet, à s'assurer pour couvrir ces risques.

En cas de dysfonctionnement susceptible de mettre en danger les usagers de la voie départementale, lié à la non-exécution des dispositions de l'article 4 ci-dessus, le département se réserve la possibilité de mettre en demeure la commune de remplir ses obligations.

En cas de danger grave et imminent, le département se réserve le droit aux frais de la collectivité concernée de déposer ou de mettre en sécurité l'ouvrage, l'équipement ou l'aménagement présentant un risque pour les usagers ou les riverains de la voie départementale.

Article 7 : Entrée en vigueur - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 10 ans. A l'issue de cette période, elle est renouvelée annuellement par tacite reconduction, à la date anniversaire.

Elle prendra effet :

- à la date de sa signature par le Président du Conseil Départemental,
- sauf dans les hypothèses d'installations, équipements ou aménagement soumis à permission de voirie : la date d'effet sera alors celle de la réception des travaux.

Article 8 : Résiliation

La résiliation interviendra :

- de plein droit par le Département, et sans indemnités en cas d'inexécution de la mise en demeure restée sans suite dans un délai de 3 mois à compter de la date de ladite mise en demeure ;
- sur demande de l'une ou l'autre des parties : chaque partie se réserve le droit de dénoncer la présente convention, à tout moment, et d'en avertir l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de 6 mois, avant l'effet de la résiliation ;
- d'office en cas de changement de domanialité de la voie ;

En cas de résiliation, et si nécessaire, le Département se réserve le droit d'exiger la remise en état des lieux, aux frais de la commune.

Toutefois, si la remise en état ne s'avère pas nécessaire, les installations, équipement, ou ouvrages mis en place demeurent, en tout état de cause, incorporés dans le domaine public routier départemental.

Article 9 : Transfert de compétences

Lorsque la commune dont le territoire est concerné par la présente convention est membre d'un EPCI, la commune et l'EPCI s'engagent à informer le Département de toute modification dans le transfert des compétences en matière de voirie.

Article 10 : Nombre d'exemplaires de la convention

La présente convention est rédigée en 2 exemplaires originaux remis respectivement à la commune et au département.

A Merkwiller-Pechelbronn

A Strasbourg

Le 30.03.20

Le

Pour la commune de
MERKWILLER-PECHELBRONN

Pour le Département du Bas-Rhin

Le Maire

Le Président du Conseil Départemental

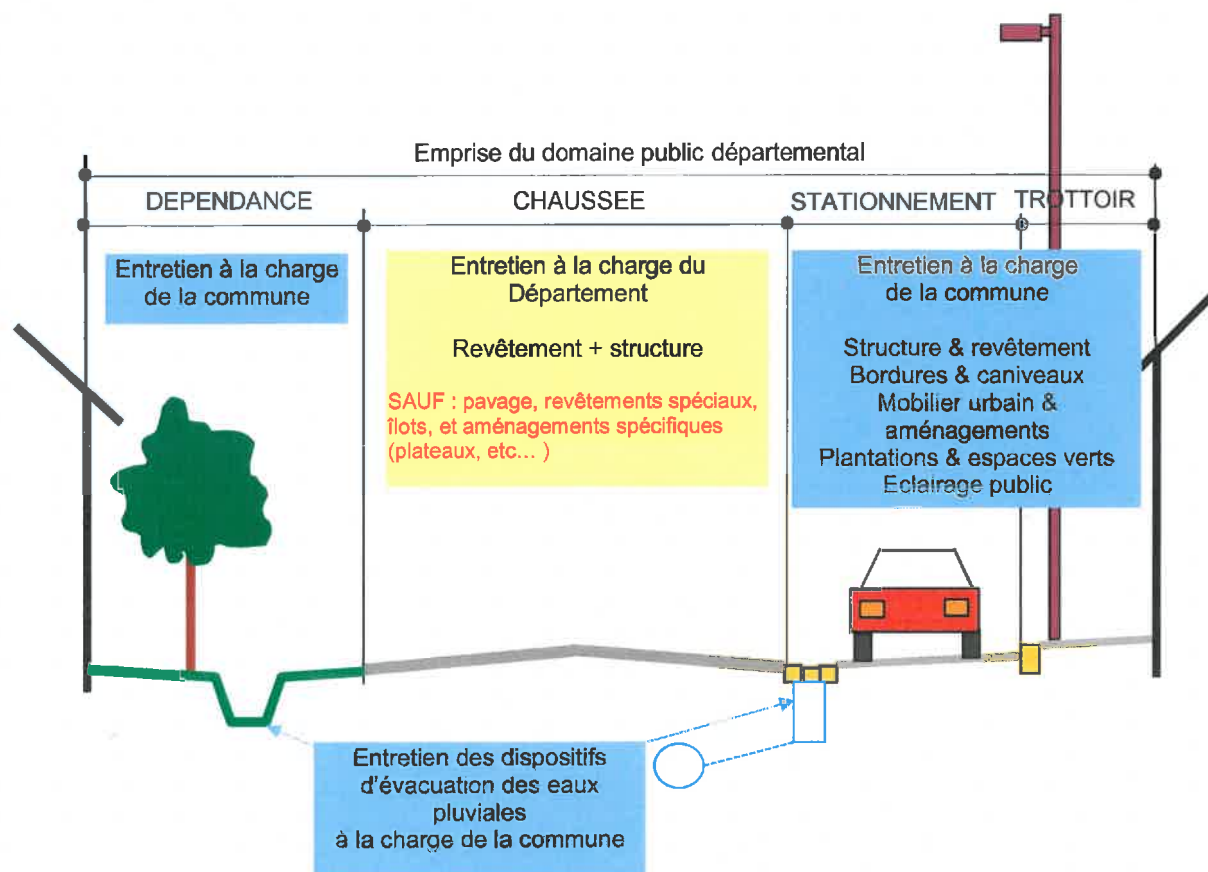
Dominique SCHNEIDER

Frédéric BIERRY

ANNEXE 1 - DESCRIPTION DES OUVRAGES ET EQUIPEMENTS

dont la gestion, l'entretien et la surveillance incombent à la commune ou l'EPCI

Ouvrages et équipements	Type	Commune
<ul style="list-style-type: none"> • Aménagements de voirie - Trottoirs et dépendances - Zones de chaussée particulières - Îlots sur chaussée, y compris ceux situés en entrée d'agglomération - Eléments architecturaux particuliers 	<p>Bordures, caniveaux, assainissement pluvial</p> <p>Pavés, zone surélevée, asphalte ou revêtements spéciaux</p> <p>Bordures, caniveaux et pavages</p> <p>Fontaines</p>	<p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Equipements, y compris les éléments souterrains ou aériens 	<ul style="list-style-type: none"> - Eclairage public - Mobilier urbain - Feux tricolores - Signalisation de police ou directionnelle locale 	<p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Plantations et aménagements paysagers 	<ul style="list-style-type: none"> - Arbres - Massifs arbustifs - Surfaces végétalisées - Accotements enherbés 	<p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p>



**Convention relative à la gestion, l'entretien et la surveillance
du domaine public routier départemental
sur le territoire de la commune d'OBERROEDERN**

N°

- Vu les dispositions de l'article L. 3221-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui prévoient que le Président du Conseil Départemental gère le domaine du Département et qu'à ce titre, il exerce les pouvoirs de police afférents à cette gestion, et notamment en matière de circulation ;
- Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales applicables en Alsace Moselle, notamment l'article L2542-3, qui prévoit que le maire dispose des pouvoirs de police, en matière de propreté, salubrité, sûreté et tranquillité dans les rues ;

Entre les soussignés :

- Le Département du Bas-Rhin, représenté par M. Frédéric BIERRY, Président du Conseil Départemental, autorisé par délibération de la commission permanente du
- La commune d'Oberroedern représentée par M. Claude PHILIPPS, Maire, autorisé par délibération du conseil municipal en date du

Préambule

Il est apparu nécessaire d'organiser les interventions sur le domaine public départemental, tant en dedans qu'en dehors de l'agglomération. Et cela conformément aux principes d'intervention appliqués par le Département, notamment par le Schéma Routier Départemental, le Document d'Organisation de la Viabilité Hivernale et le Schéma Directeur de la Signalisation Directionnelle.

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de gestion, d'entretien et de surveillance des ouvrages, équipements et aménagements, situés sur le domaine public routier départemental, autres que celles définies par les textes en vigueur, sauf dispositions contraires susceptibles d'être définies par des actes spécifiques tels que notamment arrêtés de police, autorisations de voirie.

Article 2 : Localisation

Les ouvrages, équipements et aménagements concernés sont situés :

1. En agglomération

- entre les limites d'agglomération définies par arrêté du maire, matérialisées par les panneaux d'agglomération (EB 10 et EB20), et situés sur l'emprise du domaine public routier départemental (chaussées et dépendances) des RD n° 52 et 245.

2. Hors agglomération

Sans Objet.

Article 3 : Engagements du Département

Le Département assure la gestion, l'entretien et la surveillance des ouvrages, équipements et aménagements suivants :

- Chaussée entre caniveaux, hors zones de chaussée particulières visées à l'annexe 1 :
 - structure de chaussée et couche de roulement.
- Ouvrages d'art :
 - ensemble de l'ouvrage fonctionnel, sauf éléments décoratifs rapportés et autorisés par permission de voirie.
- Equipements légers de superstructures :
 - signalisation verticale directionnelle prévue au schéma directeur départemental,
 - signalisation de police liée à la compétence départementale.
- Viabilité hivernale, sur chaussée entre caniveaux, avec le même niveau de service que l'itinéraire concerné tel que défini chaque année dans le Document d'Organisation de la Viabilité Hivernale.

Le Département s'engage, pendant toute la durée de la convention, à inscrire au budget les sommes nécessaires à cet effet.

Article 4 : Engagements de la commune

La commune assure, dans la limite de ses compétences :

- le nettoyage de la chaussée,
- l'entretien des bordures, caniveaux et dispositifs d'évacuation des eaux pluviales et fossés,
- la mise en place et l'entretien de la signalisation horizontale,
- l'entretien des dépendances et espaces verts engazonnés ou plantés,
- la viabilité hivernale hors chaussée et en complément des interventions sur chaussée du département,
- l'entretien courant, les grosses réparations, les remplacements éventuels et les charges de fonctionnement des installations d'éclairage public,
- l'entretien courant, les grosses réparations, les remplacements éventuels et les charges de fonctionnement du mobilier urbain situé sur l'emprise du domaine public routier départemental,

- l'entretien courant, les grosses réparations, les remplacements éventuels et les charges de fonctionnement de la signalisation directionnelle et de police non assuré par le Département,
- les zones de chaussées particulières, telles que pavés, plateaux, revêtements autres que bétons bitumineux.

La commune s'engage à assurer la gestion, l'entretien courant et la surveillance des ouvrages, équipements et aménagements relevant de sa compétence et visés à l'annexe 1.

En ce qui concerne l'obligation de surveillance imposée par les règlements et normes en vigueur, la commune s'engage à transmettre en temps utile au département tout document permettant d'attester de la réalisation de celle-ci.

La commune s'engage, pendant toute la durée de la convention, à inscrire au budget les sommes nécessaires à cet effet.

Article 5 : Engagement de l'EPCI

Sans objet

Article 6 : Responsabilité – Recours

La responsabilité de la commune, ainsi que celle de tiers exécutant les travaux d'entretien pour son compte pouvant être recherchée quant aux dommages résultant des obligations qu'ils assument en vertu de l'article 4, la collectivité s'engage, à cet effet, à s'assurer pour couvrir ces risques.

En cas de dysfonctionnement susceptible de mettre en danger les usagers de la voie départementale, lié à la non-exécution des dispositions de l'article 4 ci-dessus, le département se réserve la possibilité de mettre en demeure la commune de remplir ses obligations.

En cas de danger grave et imminent, le département se réserve le droit aux frais de la collectivité concernée de déposer ou de mettre en sécurité l'ouvrage, l'équipement ou l'aménagement présentant un risque pour les usagers ou les riverains de la voie départementale.

Article 7 : Entrée en vigueur - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 10 ans. A l'issue de cette période, elle est renouvelée annuellement par tacite reconduction, à la date anniversaire.

Elle prendra effet :

- à la date de sa signature par le Président du Conseil Départemental,
- sauf dans les hypothèses d'installations, équipements ou aménagement soumis à permission de voirie : la date d'effet sera alors celle de la réception des travaux.

Article 8 : Résiliation

La résiliation interviendra :

- de plein droit par le Département, et sans indemnités en cas d'inexécution de la mise en demeure restée sans suite dans un délai de 3 mois à compter de la date de ladite mise en demeure ;
- sur demande de l'une ou l'autre des parties : chaque partie se réserve le droit de dénoncer la présente convention, à tout moment, et d'en avvertir l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de 6 mois, avant l'effet de la résiliation ;
- d'office en cas de changement de domanialité de la voie ;

En cas de résiliation, et si nécessaire, le Département se réserve le droit d'exiger la remise en état des lieux, aux frais de la commune.

Toutefois, si la remise en état ne s'avère pas nécessaire, les installations, équipement, ou ouvrages mis en place demeurent, en tout état de cause, incorporés dans le domaine public routier départemental.

Article 9 : Transfert de compétences

Lorsque la commune dont le territoire est concerné par la présente convention est membre d'un EPCI, la commune et l'EPCI s'engagent à informer le Département de toute modification dans le transfert des compétences en matière de voirie.

Article 10 : Nombre d'exemplaires de la convention

La présente convention est rédigée en 2 exemplaires originaux remis respectivement à la commune et au département.

A Oberroedern

Le 26/06/2020

Pour la commune d'
OBERROEDERN

Le Maire


Claude PHILIPPS



A Strasbourg

Le

Pour le Département du Bas-Rhin

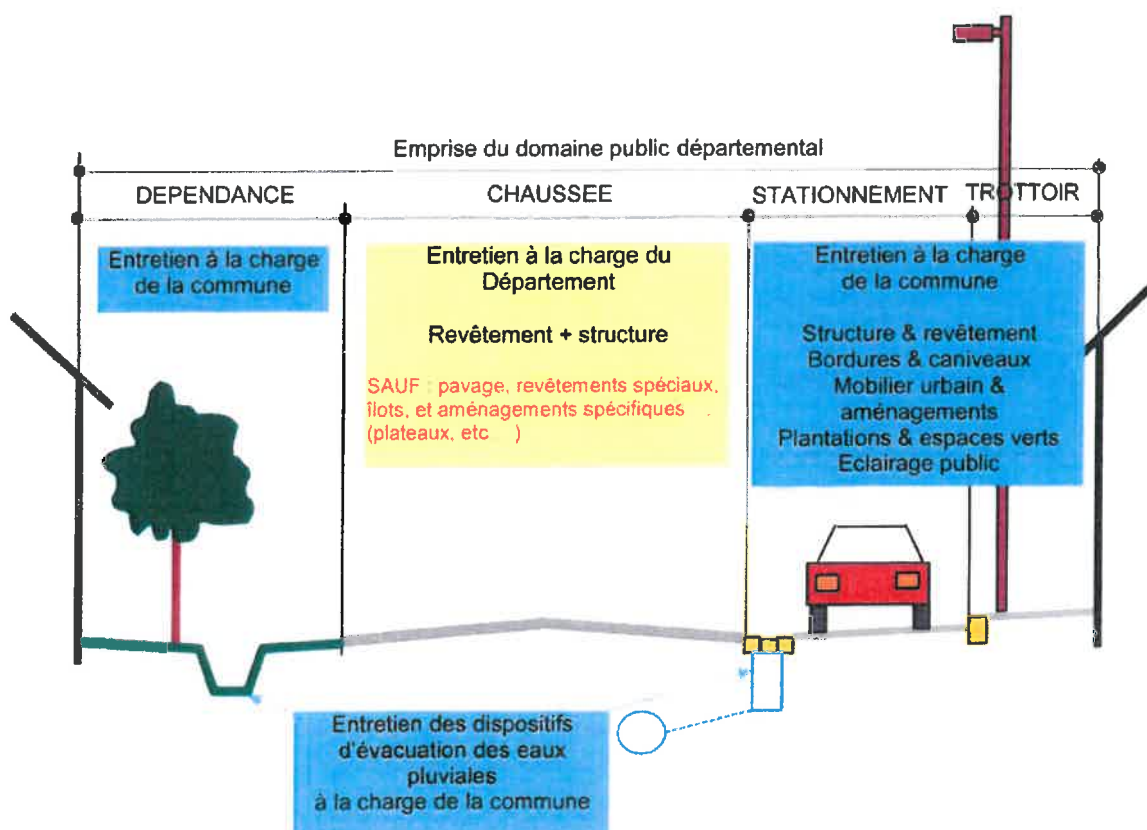
Le Président du Conseil Départemental

Frédéric BIERRY

ANNEXE 1 - DESCRIPTION DES OUVRAGES ET EQUIPEMENTS

dont la gestion, l'entretien et la surveillance incombent à la commune ou l'EPCI

Ouvrages et équipements	Type	Commune
<ul style="list-style-type: none"> • Aménagements de voirie 		
- Trottoirs et dépendances	Bordures, caniveaux, assainissement pluvial	X
- Zones de chaussée particulières	Pavés, zone surélevée, asphalte ou revêtements spéciaux	X
- Îlots sur chaussée, y compris ceux situés en entrée d'agglomération	Bordures, caniveaux et pavages	X
- Eléments architecturaux particuliers	Fontaines	X
<ul style="list-style-type: none"> • Equipements, y compris les éléments souterrains ou aériens 	<ul style="list-style-type: none"> - Eclairage public - Mobilier urbain - Feux tricolores - Signalisation de police ou directionnelle locale 	<ul style="list-style-type: none"> X X X X
<ul style="list-style-type: none"> • Plantations et aménagements paysagers 	<ul style="list-style-type: none"> - Arbres - Massifs arbustifs - Surfaces végétalisées - Accotements enherbés 	<ul style="list-style-type: none"> X X X X



**Convention relative à la gestion, l'entretien et la surveillance
du domaine public routier départemental
sur le territoire de la commune de CLEEBOURG**

N°

- Vu les dispositions de l'article L. 3221-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui prévoient que le Président du Conseil Départemental gère le domaine du Département et qu'à ce titre, il exerce les pouvoirs de police afférents à cette gestion, et notamment en matière de circulation ;
- Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales applicables en Alsace Moselle, notamment l'article L2542-3, qui prévoit que le maire dispose des pouvoirs de police, en matière de propreté, salubrité, sûreté et tranquillité dans les rues ;

Entre les soussignés :

- Le Département du Bas-Rhin, représenté par M. Frédéric BIERRY, Président du Conseil Départemental, autorisé par délibération de la commission permanente du
- La commune de CLEEBOURG représentée par M. Serge STRAPPAZON, Maire, autorisé par délibération du conseil municipal en date du

Préambule

Il est apparu nécessaire d'organiser les interventions sur le domaine public départemental, tant en dedans qu'en dehors de l'agglomération. Et cela conformément aux principes d'intervention appliqués par le Département, notamment par le Schéma Routier Départemental, le Document d'Organisation de la Viabilité Hivernale et le Schéma Directeur de la Signalisation Directionnelle.

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de gestion, d'entretien et de surveillance des ouvrages, équipements et aménagements, situés sur le domaine public routier départemental, autres que celles définies par les textes en vigueur, sauf dispositions contraires susceptibles d'être définies par des actes spécifiques tels que notamment arrêtés de police, autorisations de voirie.

Article 2 : Localisation

Les ouvrages, équipements et aménagements concernés sont situés :

1. En agglomération

- entre les limites d'agglomération définies par arrêté du maire, matérialisées par les panneaux d'agglomération (EB 10 et EB20), et situés sur l'emprise du domaine public routier départemental (chaussées et dépendances) des RD n° 51, 65, 76, 77 et 777.

2. Hors agglomération

Sans Objet.

Article 3 : Engagements du Département

Le Département assure la gestion, l'entretien et la surveillance des ouvrages, équipements et aménagements suivants :

- Chaussée entre caniveaux, hors zones de chaussée particulières visées à l'annexe 1 :
 - structure de chaussée et couche de roulement.
- Ouvrages d'art :
 - ensemble de l'ouvrage fonctionnel, sauf éléments décoratifs rapportés et autorisés par permission de voirie.
- Equipements légers de superstructures :
 - signalisation verticale directionnelle prévue au schéma directeur départemental,
 - signalisation de police liée à la compétence départementale.
- Viabilité hivernale, sur chaussée entre caniveaux, avec le même niveau de service que l'itinéraire concerné tel que défini chaque année dans le Document d'Organisation de la Viabilité Hivernale.

Le Département s'engage, pendant toute la durée de la convention, à inscrire au budget les sommes nécessaires à cet effet.

Article 4 : Engagements de la commune

La commune assure, dans la limite de ses compétences :

- le nettoyage de la chaussée,
- l'entretien des bordures, caniveaux et dispositifs d'évacuation des eaux pluviales et fossés,
- la mise en place et l'entretien de la signalisation horizontale,
- l'entretien des dépendances et espaces verts engazonnés ou plantés,
- la viabilité hivernale hors chaussée et en complément des interventions sur chaussée du département,
- l'entretien courant, les grosses réparations, les remplacements éventuels et les charges de fonctionnement des installations d'éclairage public,
- l'entretien courant, les grosses réparations, les remplacements éventuels et les charges de fonctionnement du mobilier urbain situé sur l'emprise du domaine public routier départemental,

- l'entretien courant, les grosses réparations, les remplacements éventuels et les charges de fonctionnement de la signalisation directionnelle et de police non assuré par le Département,
- les zones de chaussées particulières, telles que pavés, plateaux, revêtements autres que bétons bitumineux.

La commune s'engage à assurer la gestion, l'entretien courant et la surveillance des ouvrages, équipements et aménagements relevant de sa compétence et visés à l'annexe 1.

En ce qui concerne l'obligation de surveillance imposée par les règlements et normes en vigueur, la commune s'engage à transmettre en temps utile au département tout document permettant d'attester de la réalisation de celle-ci.

La commune s'engage, pendant toute la durée de la convention, à inscrire au budget les sommes nécessaires à cet effet.

Article 5 : Engagement de l'EPCI

Sans objet

Article 6 : Responsabilité – Recours

La responsabilité de la commune, ainsi que celle de tiers exécutant les travaux d'entretien pour son compte pouvant être recherchée quant aux dommages résultant des obligations qu'ils assument en vertu de l'article 4, la collectivité s'engage, à cet effet, à s'assurer pour couvrir ces risques.

En cas de dysfonctionnement susceptible de mettre en danger les usagers de la voie départementale, lié à la non-exécution des dispositions de l'article 4 ci-dessus, le département se réserve la possibilité de mettre en demeure la commune de remplir ses obligations.

En cas de danger grave et imminent, le département se réserve le droit aux frais de la collectivité concernée de déposer ou de mettre en sécurité l'ouvrage, l'équipement ou l'aménagement présentant un risque pour les usagers ou les riverains de la voie départementale.

Article 7 : Entrée en vigueur - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 10 ans. A l'issue de cette période, elle est renouvelée annuellement par tacite reconduction, à la date anniversaire.

Elle prendra effet :

- à la date de sa signature par le Président du Conseil Départemental,
- sauf dans les hypothèses d'installations, équipements ou aménagement soumis à permission de voirie : la date d'effet sera alors celle de la réception des travaux.

Article 8 : Résiliation

La résiliation interviendra :

- de plein droit par le Département, et sans indemnités en cas d'inexécution de la mise en demeure restée sans suite dans un délai de 3 mois à compter de la date de ladite mise en demeure ;
- sur demande de l'une ou l'autre des parties : chaque partie se réserve le droit de dénoncer la présente convention, à tout moment, et d'en avertir l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de 6 mois, avant l'effet de la résiliation ;
- d'office en cas de changement de domanialité de la voie ;

En cas de résiliation, et si nécessaire, le Département se réserve le droit d'exiger la remise en état des lieux, aux frais de la commune.

Toutefois, si la remise en état ne s'avère pas nécessaire, les installations, équipement, ou ouvrages mis en place demeurent, en tout état de cause, incorporés dans le domaine public routier départemental.

Article 9 : Transfert de compétences

Lorsque la commune dont le territoire est concerné par la présente convention est membre d'un EPCI, la commune et l'EPCI s'engagent à informer le Département de toute modification dans le transfert des compétences en matière de voirie.

Article 10 : Nombre d'exemplaires de la convention

La présente convention est rédigée en 2 exemplaires originaux remis respectivement à la commune et au département.

A Cleebourg

Le 28 février 2020

Pour la commune de Cleebourg

Le Maire

Serge STRAPPAZON



A Strasbourg

Le

Pour le Département du Bas-Rhin

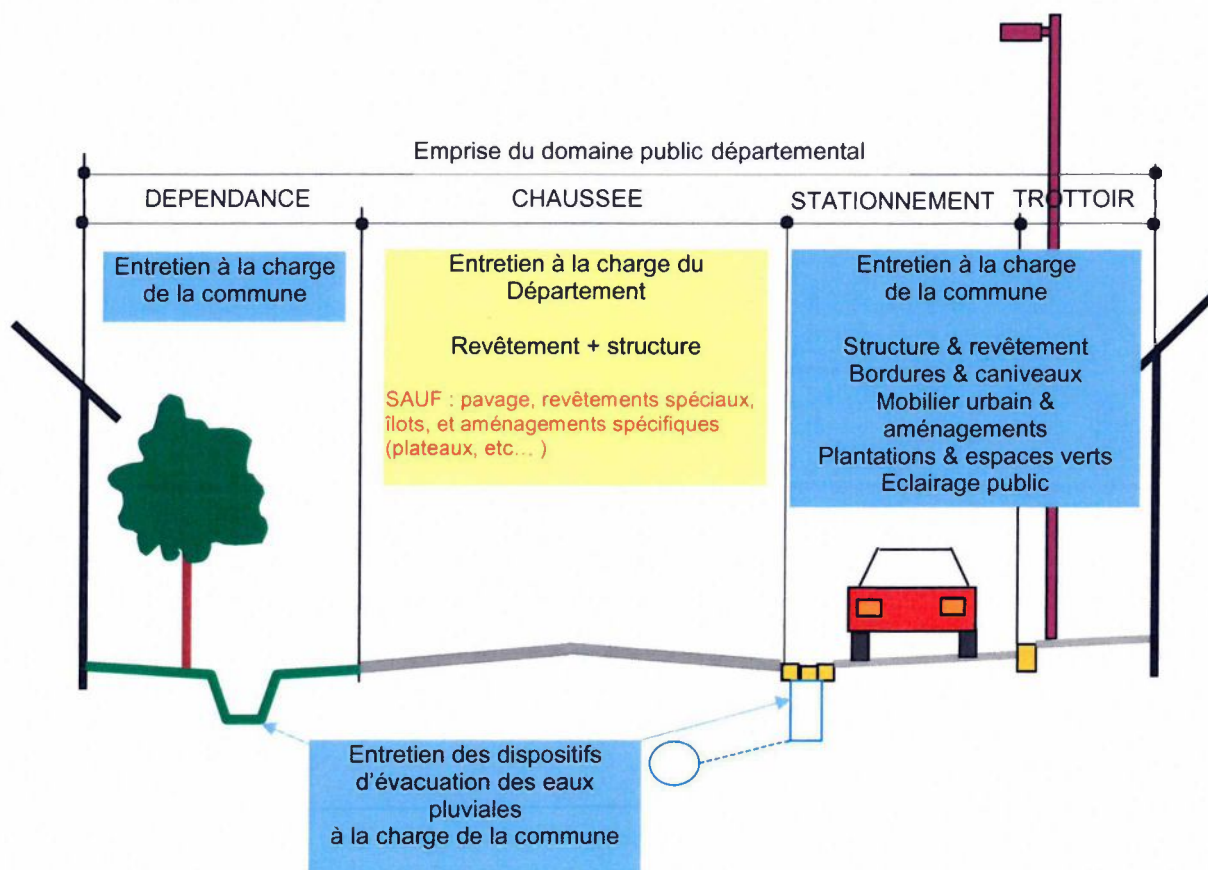
Le Président du Conseil Départemental

Frédéric BIERRY

ANNEXE 1 - DESCRIPTION DES OUVRAGES ET EQUIPEMENTS

dont la gestion, l'entretien et la surveillance incombent à la commune ou l'EPCI

Ouvrages et équipements	Type	Commune
<ul style="list-style-type: none"> • Aménagements de voirie - Trottoirs et dépendances - Zones de chaussée particulières - Îlots sur chaussée, y compris ceux situés en entrée d'agglomération - Éléments architecturaux particuliers 	<ul style="list-style-type: none"> Bordures, caniveaux, assainissement pluvial Pavés, zone surélevée, asphalte ou revêtements spéciaux Bordures, caniveaux et pavages Fontaines 	<ul style="list-style-type: none"> X X X X
<ul style="list-style-type: none"> • Équipements, y compris les éléments souterrains ou aériens 	<ul style="list-style-type: none"> - Eclairage public - Mobilier urbain - Feux tricolores - Signalisation de police ou directionnelle locale 	<ul style="list-style-type: none"> X X X X
<ul style="list-style-type: none"> • Plantations et aménagements paysagers 	<ul style="list-style-type: none"> - Arbres - Massifs arbustifs - Surfaces végétalisées - Accotements enherbés 	<ul style="list-style-type: none"> X X X X



**Convention relative à la gestion, l'entretien et la surveillance
du domaine public routier départemental
sur le territoire de la commune de RETSCHWILLER**

N°

- Vu les dispositions de l'article L. 3221-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui prévoient que le Président du Conseil Départemental gère le domaine du Département et qu'à ce titre, il exerce les pouvoirs de police afférents à cette gestion, et notamment en matière de circulation ;
- Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales applicables en Alsace Moselle, notamment l'article L2542-3, qui prévoit que le maire dispose des pouvoirs de police, en matière de propreté, salubrité, sûreté et tranquillité dans les rues ;

Entre les soussignés :

- Le Département du Bas-Rhin, représenté par M. Frédéric BIERRY, Président du Conseil Départemental, autorisé par délibération de la commission permanente du
- La commune de RETSCHWILLER représentée par M. Charles GRAF, Maire, autorisé par délibération du conseil municipal en date du

Préambule

Il est apparu nécessaire d'organiser les interventions sur le domaine public départemental, tant en dedans qu'en dehors de l'agglomération. Et cela conformément aux principes d'intervention appliqués par le Département, notamment par le Schéma Routier Départemental, le Document d'Organisation de la Viabilité Hivernale et le Schéma Directeur de la Signalisation Directionnelle.

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de gestion, d'entretien et de surveillance des ouvrages, équipements et aménagements, situés sur le domaine public routier départemental, autres que celles définies par les textes en vigueur, sauf dispositions contraires susceptibles d'être définies par des actes spécifiques tels que notamment arrêtés de police, autorisations de voirie.

Article 2 : Localisation

Les ouvrages, équipements et aménagements concernés sont situés :

1. En agglomération

- entre les limites d'agglomération définies par arrêté du maire, matérialisées par les panneaux d'agglomération (EB 10 et EB20), et situés sur l'emprise du domaine public routier départemental (chaussées et dépendances) des RD n° 65, 170 et 264.

2. Hors agglomération

Sans Objet.

Article 3 : Engagements du Département

Le Département assure la gestion, l'entretien et la surveillance des ouvrages, équipements et aménagements suivants :

- Chaussée entre caniveaux, hors zones de chaussée particulières visées à l'annexe 1 :
 - structure de chaussée et couche de roulement.
- Ouvrages d'art :
 - ensemble de l'ouvrage fonctionnel, sauf éléments décoratifs rapportés et autorisés par permission de voirie.
- Equipements légers de superstructures :
 - signalisation verticale directionnelle prévue au schéma directeur départemental,
 - signalisation de police liée à la compétence départementale.
- Viabilité hivernale, sur chaussée entre caniveaux, avec le même niveau de service que l'itinéraire concerné tel que défini chaque année dans le Document d'Organisation de la Viabilité Hivernale.

Le Département s'engage, pendant toute la durée de la convention, à inscrire au budget les sommes nécessaires à cet effet.

Article 4 : Engagements de la commune

La commune assure, dans la limite de ses compétences :

- le nettoyage de la chaussée,
- l'entretien des bordures, caniveaux et dispositifs d'évacuation des eaux pluviales et fossés,
- la mise en place et l'entretien de la signalisation horizontale,
- l'entretien des dépendances et espaces verts engazonnés ou plantés,
- la viabilité hivernale hors chaussée et en complément des interventions sur chaussée du département,
- l'entretien courant, les grosses réparations, les remplacements éventuels et les charges de fonctionnement des installations d'éclairage public,
- l'entretien courant, les grosses réparations, les remplacements éventuels et les charges de fonctionnement du mobilier urbain situé sur l'emprise du domaine public routier départemental,

- l'entretien courant, les grosses réparations, les remplacements éventuels et les charges de fonctionnement de la signalisation directionnelle et de police non assuré par le Département,
- les zones de chaussées particulières, telles que pavés, plateaux, revêtements autres que bétons bitumineux.

La commune s'engage à assurer la gestion, l'entretien courant et la surveillance des ouvrages, équipements et aménagements relevant de sa compétence et visés à l'annexe 1.

En ce qui concerne l'obligation de surveillance imposée par les règlements et normes en vigueur, la commune s'engage à transmettre en temps utile au département tout document permettant d'attester de la réalisation de celle-ci.

La commune s'engage, pendant toute la durée de la convention, à inscrire au budget les sommes nécessaires à cet effet.

Article 5 : Engagement de l'EPCI

Sans objet

Article 6 : Responsabilité – Recours

La responsabilité de la commune, ainsi que celle de tiers exécutant les travaux d'entretien pour son compte pouvant être recherchée quant aux dommages résultant des obligations qu'ils assument en vertu de l'article 4, la collectivité s'engage, à cet effet, à s'assurer pour couvrir ces risques.

En cas de dysfonctionnement susceptible de mettre en danger les usagers de la voie départementale, lié à la non-exécution des dispositions de l'article 4 ci-dessus, le département se réserve la possibilité de mettre en demeure la commune de remplir ses obligations.

En cas de danger grave et imminent, le département se réserve le droit aux frais de la collectivité concernée de déposer ou de mettre en sécurité l'ouvrage, l'équipement ou l'aménagement présentant un risque pour les usagers ou les riverains de la voie départementale.

Article 7 : Entrée en vigueur - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 10 ans. A l'issue de cette période, elle est renouvelée annuellement par tacite reconduction, à la date anniversaire.

Elle prendra effet :

- à la date de sa signature par le Président du Conseil Départemental,
- sauf dans les hypothèses d'installations, équipements ou aménagement soumis à permission de voirie : la date d'effet sera alors celle de la réception des travaux.

Article 8 : Résiliation

La résiliation interviendra :

- de plein droit par le Département, et sans indemnités en cas d'inexécution de la mise en demeure restée sans suite dans un délai de 3 mois à compter de la date de ladite mise en demeure ;
- sur demande de l'une ou l'autre des parties : chaque partie se réserve le droit de dénoncer la présente convention, à tout moment, et d'en avertir l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de 6 mois, avant l'effet de la résiliation ;
- d'office en cas de changement de domanialité de la voie ;

En cas de résiliation, et si nécessaire, le Département se réserve le droit d'exiger la remise en état des lieux, aux frais de la commune.

Toutefois, si la remise en état ne s'avère pas nécessaire, les installations, équipement, ou ouvrages mis en place demeurent, en tout état de cause, incorporés dans le domaine public routier départemental.

Article 9 : Transfert de compétences

Lorsque la commune dont le territoire est concerné par la présente convention est membre d'un EPCI, la commune et l'EPCI s'engagent à informer le Département de toute modification dans le transfert des compétences en matière de voirie.

Article 10 : Nombre d'exemplaires de la convention

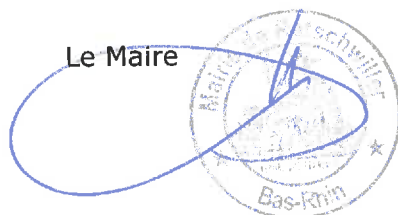
La présente convention est rédigée en 2 exemplaires originaux remis respectivement à la commune et au département.

A Retschwiller

Le 16/03/2020

Pour la commune de
RETSCHWILLER

Le Maire



Charles GRAF

A Strasbourg

Le

Pour le Département du Bas-Rhin

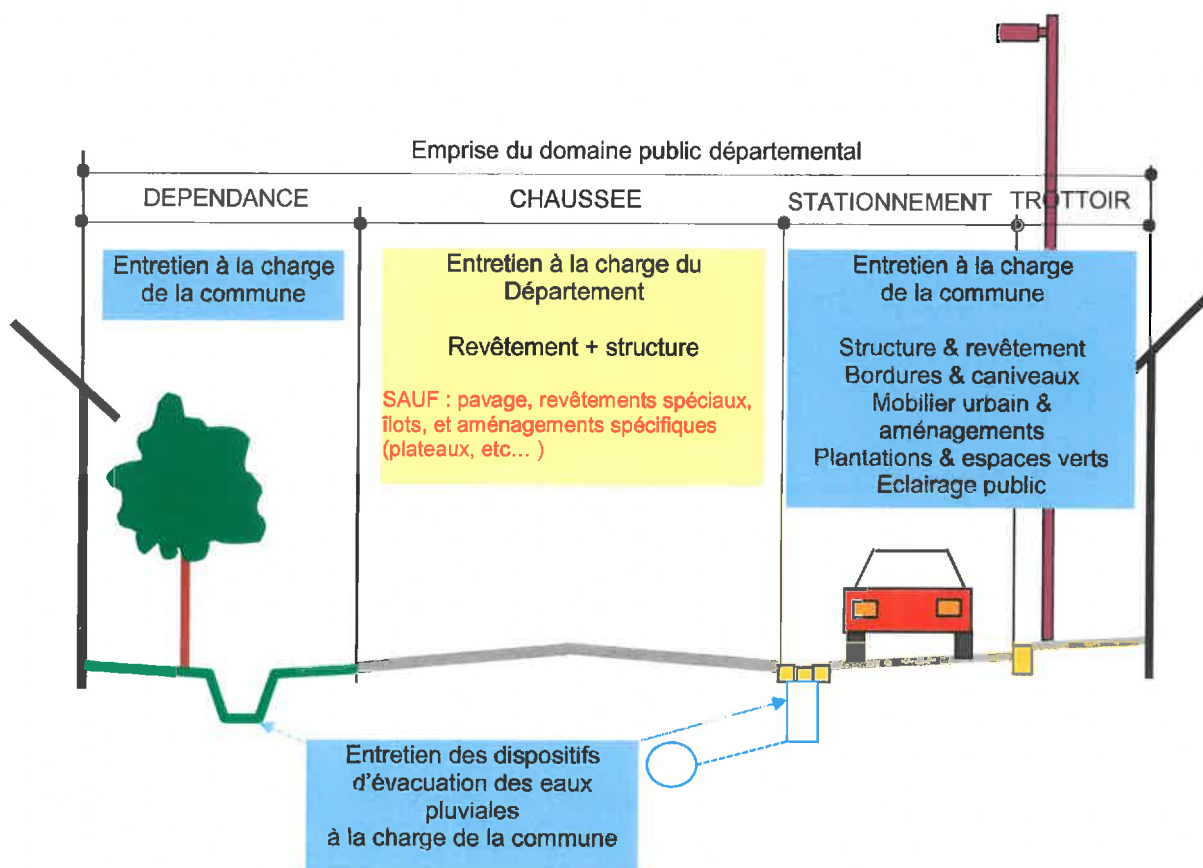
Le Président du Conseil Départemental

Frédéric BIERRY

ANNEXE 1 - DESCRIPTION DES OUVRAGES ET EQUIPEMENTS

dont la gestion, l'entretien et la surveillance incombent à la commune ou l'EPCI

Ouvrages et équipements	Type	Commune
<ul style="list-style-type: none"> • Aménagements de voirie - Trottoirs et dépendances - Zones de chaussée particulières - Îlots sur chaussée, y compris ceux situés en entrée d'agglomération - Éléments architecturaux particuliers 	<p>Bordures, caniveaux, assainissement pluvial</p> <p>Pavés, zone surélevée, asphalte ou revêtements spéciaux</p> <p>Bordures, caniveaux et pavages</p> <p>Fontaines</p>	<p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Équipements, y compris les éléments souterrains ou aériens 	<ul style="list-style-type: none"> - Éclairage public - Mobilier urbain - Feux tricolores - Signalisation de police ou directionnelle locale 	<p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Plantations et aménagements paysagers 	<ul style="list-style-type: none"> - Arbres - Massifs arbustifs - Surfaces végétalisées - Accotements enherbés 	<p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p>



**Convention relative à la gestion, l'entretien et la surveillance
du domaine public routier départemental
sur le territoire de la commune de RIEDELTZ**

N°

- Vu les dispositions de l'article L. 3221-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui prévoient que le Président du Conseil Départemental gère le domaine du Département et qu'à ce titre, il exerce les pouvoirs de police afférents à cette gestion, et notamment en matière de circulation ;
- Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales applicables en Alsace Moselle, notamment l'article L2542-3, qui prévoit que le maire dispose des pouvoirs de police, en matière de propreté, salubrité, sûreté et tranquillité dans les rues ;

Entre les soussignés :

- Le Département du Bas-Rhin, représenté par M. Frédéric BIERRY, Président du Conseil Départemental, autorisé par délibération de la commission permanente du
- La commune de RIEDELTZ représentée par M. René RICHERT, Maire, autorisé par délibération du conseil municipal en date du

Préambule

Il est apparu nécessaire d'organiser les interventions sur le domaine public départemental, tant en dedans qu'en dehors de l'agglomération. Et cela conformément aux principes d'intervention appliqués par le Département, notamment par le Schéma Routier Départemental, le Document d'Organisation de la Viabilité Hivernale et le Schéma Directeur de la Signalisation Directionnelle.

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de gestion, d'entretien et de surveillance des ouvrages, équipements et aménagements, situés sur le domaine public routier départemental, autres que celles définies par les textes en vigueur, sauf dispositions contraires susceptibles d'être définies par des actes spécifiques tels que notamment arrêtés de police, autorisations de voirie.

Article 2 : Localisation

Les ouvrages, équipements et aménagements concernés sont situés :

1. En agglomération

- entre les limites d'agglomération définies par arrêté du maire, matérialisées par les panneaux d'agglomération (EB 10 et EB20), et situés sur l'emprise du domaine public routier départemental (chaussées et dépendances) des RD n° 74, 240 et 263 et 264.

2. Hors agglomération

Sans Objet.

Article 3 : Engagements du Département

Le Département assure la gestion, l'entretien et la surveillance des ouvrages, équipements et aménagements suivants :

- Chaussée entre caniveaux, hors zones de chaussée particulières visées à l'annexe 1 :
 - structure de chaussée et couche de roulement.
- Ouvrages d'art :
 - ensemble de l'ouvrage fonctionnel, sauf éléments décoratifs rapportés et autorisés par permission de voirie.
- Equipements légers de superstructures :
 - signalisation verticale directionnelle prévue au schéma directeur départemental,
 - signalisation de police liée à la compétence départementale.
- Viabilité hivernale, sur chaussée entre caniveaux, avec le même niveau de service que l'itinéraire concerné tel que défini chaque année dans le Document d'Organisation de la Viabilité Hivernale.

Le Département s'engage, pendant toute la durée de la convention, à inscrire au budget les sommes nécessaires à cet effet.

Article 4 : Engagements de la commune

La commune assure, dans la limite de ses compétences :

- le nettoyage de la chaussée,
- l'entretien des bordures, caniveaux et dispositifs d'évacuation des eaux pluviales et fossés,
- la mise en place et l'entretien de la signalisation horizontale,
- l'entretien des dépendances et espaces verts engazonnés ou plantés,
- la viabilité hivernale hors chaussée et en complément des interventions sur chaussée du département,
- l'entretien courant, les grosses réparations, les remplacements éventuels et les charges de fonctionnement des installations d'éclairage public,
- l'entretien courant, les grosses réparations, les remplacements éventuels et les charges de fonctionnement du mobilier urbain situé sur l'emprise du domaine public routier départemental,

- l'entretien courant, les grosses réparations, les remplacements éventuels et les charges de fonctionnement de la signalisation directionnelle et de police non assuré par le Département,
- les zones de chaussées particulières, telles que pavés, plateaux, revêtements autres que bétons bitumineux.

La commune s'engage à assurer la gestion, l'entretien courant et la surveillance des ouvrages, équipements et aménagements relevant de sa compétence et visés à l'annexe 1.

En ce qui concerne l'obligation de surveillance imposée par les règlements et normes en vigueur, la commune s'engage à transmettre en temps utile au département tout document permettant d'attester de la réalisation de celle-ci.

La commune s'engage, pendant toute la durée de la convention, à inscrire au budget les sommes nécessaires à cet effet.

Article 5 : Engagement de l'EPCI

Sans objet

Article 6 : Responsabilité – Recours

La responsabilité de la commune, ainsi que celle de tiers exécutant les travaux d'entretien pour son compte pouvant être recherchée quant aux dommages résultant des obligations qu'ils assument en vertu de l'article 4, la collectivité s'engage, à cet effet, à s'assurer pour couvrir ces risques.

En cas de dysfonctionnement susceptible de mettre en danger les usagers de la voie départementale, lié à la non-exécution des dispositions de l'article 4 ci-dessus, le département se réserve la possibilité de mettre en demeure la commune de remplir ses obligations.

En cas de danger grave et imminent, le département se réserve le droit aux frais de la collectivité concernée de déposer ou de mettre en sécurité l'ouvrage, l'équipement ou l'aménagement présentant un risque pour les usagers ou les riverains de la voie départementale.

Article 7 : Entrée en vigueur - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 10 ans. A l'issue de cette période, elle est renouvelée annuellement par tacite reconduction, à la date anniversaire.

Elle prendra effet :

- à la date de sa signature par le Président du Conseil Départemental,
- sauf dans les hypothèses d'installations, équipements ou aménagement soumis à permission de voirie : la date d'effet sera alors celle de la réception des travaux.

Article 8 : Résiliation

La résiliation interviendra :

- de plein droit par le Département, et sans indemnités en cas d'inexécution de la mise en demeure restée sans suite dans un délai de 3 mois à compter de la date de ladite mise en demeure ;
- sur demande de l'une ou l'autre des parties : chaque partie se réserve le droit de dénoncer la présente convention, à tout moment, et d'en avertir l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de 6 mois, avant l'effet de la résiliation ;
- d'office en cas de changement de domanialité de la voie ;

En cas de résiliation, et si nécessaire, le Département se réserve le droit d'exiger la remise en état des lieux, aux frais de la commune.

Toutefois, si la remise en état ne s'avère pas nécessaire, les installations, équipement, ou ouvrages mis en place demeurent, en tout état de cause, incorporés dans le domaine public routier départemental.

Article 9 : Transfert de compétences

Lorsque la commune dont le territoire est concerné par la présente convention est membre d'un EPCI, la commune et l'EPCI s'engagent à informer le Département de toute modification dans le transfert des compétences en matière de voirie.

Article 10 : Nombre d'exemplaires de la convention

La présente convention est rédigée en 2 exemplaires originaux remis respectivement à la commune et au département.

A Riedseltz

Le 12 mars 2020

Pour la commune de Riedseltz

A Strasbourg

Le

Pour le Département du Bas-Rhin

Le Président du Conseil Départemental



Le Maire

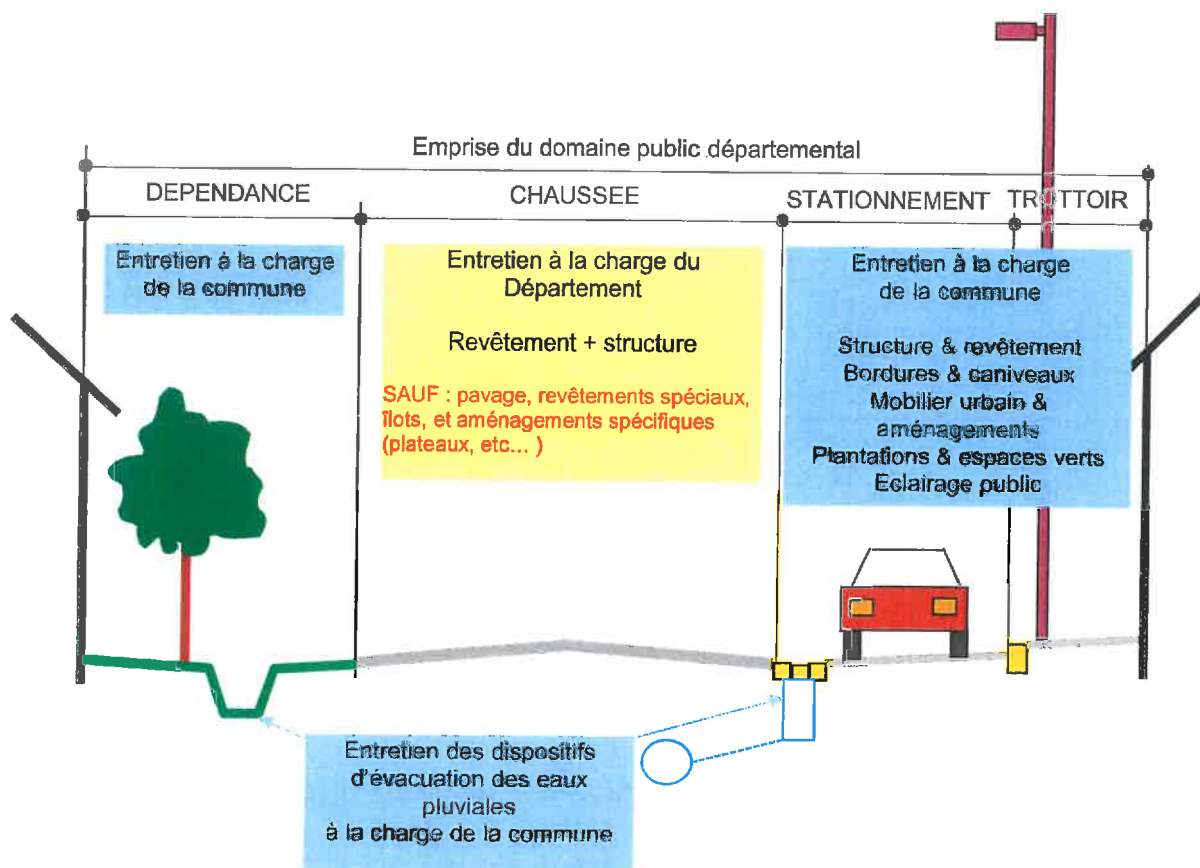
René RICHERT

Frédéric BIERRY

ANNEXE 1 - DESCRIPTION DES OUVRAGES ET EQUIPEMENTS

dont la gestion, l'entretien et la surveillance incombent à la commune ou l'EPCI

Ouvrages et équipements	Type	Commune
<ul style="list-style-type: none"> • Aménagements de voirie - Trottoirs et dépendances - Zones de chaussée particulières - Îlots sur chaussée, y compris ceux situés en entrée d'agglomération - Éléments architecturaux particuliers 	<ul style="list-style-type: none"> Bordures, caniveaux, assainissement pluvial Pavés, zone surélevée, asphalte ou revêtements spéciaux Bordures, caniveaux et pavages Fontaines 	<ul style="list-style-type: none"> X X X X
<ul style="list-style-type: none"> • Équipements, y compris les éléments souterrains ou aériens 	<ul style="list-style-type: none"> - Eclairage public - Mobilier urbain - Feux tricolores - Signalisation de police ou directionnelle locale 	<ul style="list-style-type: none"> X X X X
<ul style="list-style-type: none"> • Plantations et aménagements paysagers 	<ul style="list-style-type: none"> - Arbres - Massifs arbustifs - Surfaces végétalisées - Accotements enherbés 	<ul style="list-style-type: none"> X X X X



Avenant N°1

A la convention relative à la gestion, l'entretien et la surveillance du domaine public routier départemental sur le territoire de la commune de MUNCHHAUSEN N°

Entre

Le Département du Bas-Rhin, représenté par M. Frédéric BIERRY, Président du Conseil Départemental, autorisé par délibération de la commission permanente du

et

La commune de MUNCHHAUSEN, représentée par Sandra Ruck, Maire, autorisée par délibération du conseil municipal en date du 25 septembre 2014, ci-après dénommée "la Commune".

et

la Communauté de Communes de la Plaine du Rhin, représentée par Bernard HENTSCH, Président, autorisé par délibération du conseil de communauté en date du 04 décembre 2014, ci-après dénommée l'EPCI

Vu la convention N° 2015/062 du 25 septembre 2014 relative à la gestion, l'entretien et la surveillance du domaine public routier départemental,

Article 1 : Localisation

L'article 2 est modifié comme suit :

Les ouvrages, équipements et aménagements concernés sont situés :

1. En agglomération,

- entre les limites d'agglomération définies par arrêté du maire, matérialisées par les panneaux d'agglomération (EB10 et EB20).

et situés sur l'emprise du domaine public routier départemental (chaussées et dépendances) de la RD80 en traverse d'agglomération.

2. Hors agglomération

Les aménagements paysagers au niveau du carrefour RD248/RD80 du PR 3+577 au PR 3+697 et représentés dans l'annexe jointe.

Article 2 : Durée de la convention

La durée initiale de la convention est inchangée.

Article 3 : Autres dispositions

Les articles de la convention d'origine N° 2015/062 non visés par cet avenant, demeurent inchangés.

Article 4 : Nombres d'exemplaires

Le présent avenant est rédigé en 3 exemplaires originaux remis respectivement à la Commune, à l'EPCI et au Département.

A MUNCHHAUSEN

Le 25/06/2020

A STRASBOURG

Le

Pour la commune de MUNCHHAUSEN

Pour le Département du Bas-Rhin



Le Maire,

Sandra RUCK

Le Président du Conseil Départemental,

Frédéric BIERRY

A BEINHEIM

Le 02/06/2020

Pour la Communauté de Communes de la Plaine du Rhin

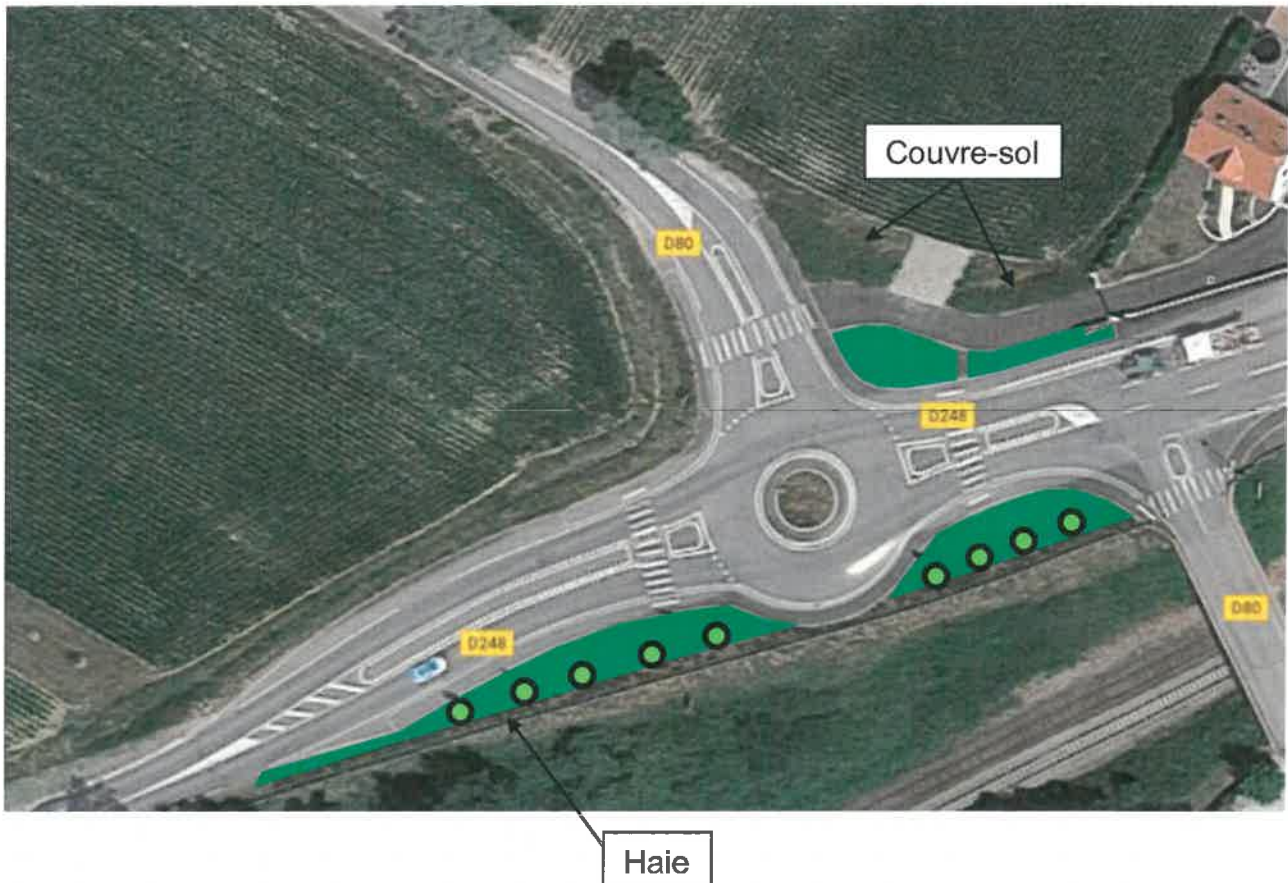
Le Président,

Bernard HENTSCH



ANNEXE

LOCALISATION DES AMENAGEMENTS PAYSAGERS HORS AGGLOMERATION DONT L'ENTRETIEN REVIENT A LA COMMUNE



● Arbres tige (x9)

■ Fauchage à la charge de la commune